

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

Colomiers, le 21 mai 2026

DREAL Occitanie UID-31-09/PARC

4 Avenue Didier Daurat CS 40331

31776 COLOMIERS CEDEX

uid-31-09.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2026

Contexte et constats

publié sur **GÉORISQUES**

MECAPROTEC INDUSTRIES 1 - MPI

34 Bd de Joffrery

31600 Muret

Références : 2026/300

Code AIOT : 0006802396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2026 dans l'établissement MECAPROTEC INDUSTRIES 1 - MPI implanté 34 Bd de Joffrery 31600 Muret.

La visite d'inspection du 20 mai 2026 fait suite à l'inspection du 20 mai 2025 qui a donné lieu à un nouvel arrêté de mise en demeure (APMD) datant du 20 juin 2025, concernant la protection incendie et comportement au feu de son établissement, ainsi qu'à l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°135 du 4 novembre 2021 (protection suite glissement de terrain).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECAPROTEC INDUSTRIES 1 - MPI
- 34 Bd de Joffrery 31600 Muret
- Code AIOT : 0006802396 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société MECAPROTEC INDUSTRIES MPI est spécialisée dans le traitement de surfaces de pièces utilisées dans l'aéronautique. Les procédés regroupent le traitement de surfaces, l'usinage chimique, la peinture et le contrôle non destructif avant expédition.

Le site inspecté (site 1) existe depuis 1985 et un autre site de production est également exploité sur la commune de MURET (site 2 - classé SEVESO seuil bas).

Le site 1 est dans une zone industrielle, entre la Garonne et le boulevard Joffrery.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection : Risque incendie, Équipement sous pression | Air, Eau de surface, Eaux souterraines

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 29/06/2020, article 2	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
2	Contrôles réglementaires	AP Complémentaire du 04/11/2009, article 2.8	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
4	Gestion des ouvrages de traitement	AP Complémentaire du 04/11/2009, article 4.3.3	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	7 Jours
8	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
9	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prélèvements et consommations en eau	AP Complémentaire du 04/11/2009, article 4.1.1	/	
5	Protection des réseaux internes à l'établissement	AP Complémentaire du 04/11/2009, article 4.2.4.1	/	
6	Travaux concernant le comportement au feu des bâtiments	AP de Mise en Demeure du 20/06/2025, article Annexe 1	/	
7	Surveillance de la stabilité de la rive et des conséquences sur les ouvrage	AP Complémentaire du 04/11/2021, article Article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La visite d'inspection du 20 mai 2026 a donné lieu à 10 constats dont 6 demandant des actions à mettre en œuvre et des justificatifs de l'exploitant.

Les thématiques associées à ces suites concernent:

- mise à jour de la situation administrative de l'établissement avec le dépôt d'un porter-à-connaissance (PàC);
- contrôles réglementaires des eaux pluviales et souterraines (piézomètre à remettre en service);
- optimisation de l'exploitation de la station de traitement des eaux;
- mise en place d'un dossier d'exploitation et revue de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 concernant les équipements sous pression (ESP).

Suite au plan de travaux engagés pour la période 2025 à 2030 et dans l'attente du PàC finalisé, l'inspection prévoit de reprendre les arrêtés préfectoraux en vigueur pour l'établissement dans un APC de refonte unique.

Enfin, l'inspection rappelle que concernant le suivi de la stabilité de la rive, les vérifications techniques doivent être réalisées annuellement et l'inspection doit être destinataire des rapports.

L'exploitant devra également tenir informée l'inspection des suites données à l'action en justice en cours avec les assurances concernant les travaux de sécurisation du bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/06/2020, article 2

Thème(s) : Situation administrative Liste des installations concernées et classement

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 23 décembre 2019 susvisé (arrêté initial n°140 du 01/11/2009), concernant la liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par le tableau suivant:

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Régime
3260		137 m3	A
4130-2		20,088 t	A
2565-1.a		700 kg/an	E
2565-1.b		2000 l	E
2565-2.a		Volume des cuves de traitement = 137 000 l	E
2940-2.a		Quantité susceptible d'être mis en œuvre = 500 kg/j	E
2910-A2		Puissance thermique = 1,71 MW	D
4120-2		3,461 t	D
4140-2		4,68 t	D
4440-2		2,165 t	D
4140-1		0,2 t	D

Constats :

Suite à de nombreuses modifications au sein de l'établissement dont l'achat de parcelle, le démantèlement de la chaîne E de traitement de surface OAC et les travaux en lien avec la sécurité incendie (cf APMD du 20 juin 2025), un porter-à-connaissance est en cours de rédaction avec un bureau d'étude pour le compte de l'exploitant. L'enlèvement des déchets est en cours concernant le démantèlement de la chaîne, les BSD seront transmis à réception.

Le site restera soumis à autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le porter-à-connaissance finalisé afin de mettre à jour sa situation administrative. Un AP de refonte sera pris à terme en abrogeant les AP actuellement en vigueur.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour ses plans de réseaux et de prévoir des mesures de bruit avant le dépôt de son dossier afin de vérifier la conformité réglementaire de son site suite au changement de limites de propriété (achat de terrain).

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 2 : Contrôles réglementaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2009, article 2.8

Thème(s) : Situation administrative Contrôles réglementaires

Prescription contrôlée :

Principaux contrôles à réaliser:

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
7.2.3	Vérifications des installations électriques	Tous les ans
7.2.4	Vérifications de la protection foudre	Selon dispositif
7.4.1	Contrôles des détecteurs	Selon procédure
7.6.2	Contrôle des moyens d'intervention	Contrôle selon procédure à minima annuel
8.1.2 et 8.1.1.5	Bon état de l'ensemble des installations de l'atelier de traitement de surfaces (cuves de traitement, rétentions, canalisations)	Avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à 3 semaines et au moins 1 fois par an
8.1.2	Contrôle des systèmes de régulation, contrôle et alarme de l'atelier de traitement de surfaces	Selon procédure
9.2.1.1	Rejets atmosphériques de l'atelier de traitement de surfaces	Tous les ans
9.2.1.2	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture	Dans les 3 mois après la notification du présent arrêté, puis tous les ans
9.2.3	Rejets des eaux de ruissellement	Dans les 3 mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans
9.2.4	Auto-surveillance des eaux résiduaires	Voir les dispositions particulières *
9.2.5	Surveillance des eaux résiduaires par un organisme extérieur	Tous les trimestres
9.2.6	Qualité des eaux souterraines	Tous les 6 mois, en période de hautes et basses eaux
9.2.7	Niveaux sonores	Tous les 3 ans

* Article 9.2.4 AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX résiduaires

Article 9.2.4.1 Fréquence et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre:

Autosurveillance assurée par l'exploitant	
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur n°1	
Paramètres	Périodicité
pH	En continu
Débit	En continu
CN aisément libérables	1 fois par jour
Cr VI	1 fois par jour

Al Cd Cd Cr III Cu Fe Ni Zn MES Fluorures Nitrites Azote global Phosphates DCO	1 fois par semaine
---	--------------------

Article 9.2.4.2 Bilan annuel des rejets en cadmium

Pour les installations de traitements de surfaces utilisant du cadmium, l'exploitant fournit chaque année à l'inspection des installations classées un bilan des flux entrant et sortant de cadmium.

Au moins tous les 4 ans, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées les informations nécessaires au réexamen des conditions techniques de rejet de l'installation.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle pour l'année 2025.

Pour les rejets atmosphériques de la zone de traitement de surface de novembre 2025 : toutes les mesures sont conformes aux valeurs limites sauf pour la vitesse d'éjection de l'installation « base cyanuré - 2 ».

Pour les rejets atmosphériques de la zone peinture et extension PS1 de novembre 2025 : toutes les mesures sont conformes aux valeurs limites sauf pour :

- le paramètre COVNM pour les installations « cabine masquage UC-24A », « sas de désolvatation - 27 », « sas de préparation peinture - 22 » ;
- le paramètre vitesse d'éjection pour les installations « sas de préparation peinture - 22 », « étuve peinture - 25 ».

Les résultats d'analyses des eaux pluviales (prélèvements du 13 juin 2023) sont conformes. Les prochains prélèvements sont prévus les 3 et 4 juin 2026 (fréquence : tous les 3 ans selon article 9.2.3).

Les eaux résiduaires en sortie de traitement ont été analysées en décembre 2025. Les résultats sont conformes à la réglementation en vigueur (AP du 4 novembre 2009).

Le bilan de suivi du dispositif de confinement des eaux souterraines a été transmis à l'inspection.

Sur l'année 2025, le volume d'eau traité est de 1799 m³, soit 8 m³ en moyenne par jour d'activité. Aucun dépassement des valeurs limites n'a été observé sur l'année 2025 en sortie de station, que ce soit pour les suivis internes à l'établissement et pour les prélèvements réalisés par un laboratoire accrédité.

Pour ce qui est du suivi des paramètres sur le réseau de piézomètres du site, un bilan depuis leur mise en place a été réalisé.

Les travaux réalisés ont permis de traiter efficacement la nappe, entraînant une réduction significative des concentrations en chrome dans les piézomètres. Néanmoins, un pic est observable entre fin 2023 et fin 2025 avant une baisse significative.

Les concentrations en cadmium restent stables sur l'ensemble des piézomètres. Seul le piézomètre

PZ1Bis présente encore des valeurs élevées avec un pic à partir de fin 2023, et affichant une nouvelle baisse en 2025.

Les concentrations en cyanure sont quant à elles conformes sur l'ensemble des piézomètres (< 250 µg/L), et 70 % d'entre elles respectent même les limites fixées pour l'eau potable (< 50 µg/L).

Les analyses montrent que le PZ6 bis n'est pas fonctionnel depuis le 2ème semestre 2022, le piézomètre étant sur la chaussée et a été régulièrement endommagé suite aux travaux de voirie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de:

- transmettre les analyses des eaux pluviales de juin 2026 à réception;
- revoir, si besoin, les conditions de suivi des eaux souterraines selon les bilans annuels réalisés. Si des modifications sont à apporter, elles pourront être reprises dans l'AP de refonte cité au constat n°1;
- remettre en service le piézomètre PZ6 bis (changement d'emplacement, protection adaptée...). Des échanges avec la collectivités devront être établis en prévision de leurs travaux de voirie et d'aménagements futurs pour une voie vélo.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois


N° 3 : Prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2009, article 4.1.1	
Thème(s) : Situation administrative Origine des approvisionnements en eau	
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes:	
Origine de la ressource	Prélèvement maximal
Réseau public	30 000 m ³ /an
<u>Article 8.1.3 Consommation d'eau - Ateliers de traitement de surfaces (R2565)</u> [...] La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. [...]	
Constats : En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis ses consommations d'eau pour l'année 2025 qui sont de 19 614 m ³ . La consommation spécifique a été présentée lors de l'inspection (tableau de suivi de l'établissement) pour l'année 2025 : Trimestre 1: 2,87 l/m ² Trimestre 2: 4,28 l/m ² Trimestre 3: 3,17 l/m ² Trimestre 4: 2,89 l/m ²	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.	
Respect de la prescription : 	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 4 : Gestion des ouvrages de traitement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2009, article 4.3.3		
Thème(s) : Risques chroniques Exploitation de la station de traitement		
Prescription contrôlée : La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).		
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le décanteur de la station de traitement n'avait pas un fonctionnement optimal: remontée et voile de boues importants. L'exploitant a indiqué que l'asservissement de la coagulation est faite par rapport au débit des eaux brutes en entrée de station et non pas sur la qualité des eaux. De plus, les purges du décanteurs sont asservis à un temps, ce qui peut entraîner une perte d'optimisation dans le traitement si la temporisation n'est pas revue régulièrement. La chaîne E de traitement de surface (OAX) ayant été démantelée, la qualité de ces eaux s'est vue changer sans qu'aucune modification de traitement n'ait été réalisée.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir le taux de traitement du coagulant de son installation avec la nouvelle charge en eaux brutes ainsi que la temporisation pour les purges de sont décanteur.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :		Avec suites
Proposition de suites :		Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :		7 Jours


N° 5 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2009, article 4.2.4.1	
Thème(s) : Risques chroniques Isolement avec les milieux	
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs son maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.	
Constats : Une vanne motorisée est présente sur site afin de confiner les eaux en cas d'accident ou d'incendie. Cette vanne a été contrôlée conforme en novembre 2025. La vérification de son étanchéité a été réalisée lors de ce contrôle.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	


N° 6 : Travaux concernant le comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/06/2025, article Annexe 1		
Thème(s) : Risques accidentels Risque incendie		
Prescription contrôlée : Annexe 1 : Échéancier de travaux concernant le comportement au feu des locaux		
Phase travaux	Éléments à transmettre	
Phase 1 : Aménagement des locaux sociaux	Réalisation des travaux <i>Fin septembre 2025</i>	<u>1^{er} octobre 2025 :</u> Plan de recollement Plan des réseaux
Phase 2 : Aménagement d'un auvent de réception et de bureaux des services supports	Réalisation des travaux <i>Octobre 2025 à fin avril 2026</i>	<u>1^{er} mai 2026 :</u> Plan de recollement Plan des réseaux
Phase 3 : Encapsulage de la chaîne N&E	Finalisation de l'avant-projet détaillé (faisabilité) <i>Avril 2025</i>	<u>1^{er} mai 2025 :</u> Notice APD
Arrêt de la chaîne d'OAC <i>Fin décembre 2025</i>	<u>1^{er} janvier 2026 :</u> Déclaration pour la cessation d'activité	
Démantèlement de la chaîne d'OAC <i>Janvier 2026 à août 2026</i>	<u>1^{er} septembre 2026 :</u> Compte-rendu fin de travaux Bordereaux de suivi des déchets	
Validation des entreprises <i>Février 2026 à mai 2026</i>	<u>1^{er} juin 2026 :</u> Ordres de services signés	
Réalisation des travaux <i>Août 2026 à août 2030</i>	<u>Chaque année au 31 août :</u> Plan de recollement Plan des réseaux	
Constats : Le planning ajusté et les travaux en cours ont été présentés à l'inspection lors de la visite du 20 mai 2026. A date, aucun écart sur le délai final (2030) n'est prévu par l'exploitant, les phases de travaux sont suivies comme prescrites dans l'arrêté de mise en demeure de juin 2025. L'exploitant tiendra au courant l'inspection de tout incident ou retard sur ses travaux.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites :		


N° 7 : Surveillance de la stabilité de la rive et des conséquences sur les ouvrage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/11/2021, article Article 3	
Thème(s) : Risques accidentels Risques technologiques	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 20/05/2025• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue :	
Prescription contrôlée : <p>Au droit de son site, l'exploitant surveille, au moins annuellement et après toute crue de la Garonne, la stabilité de la rive de la Garonne. Il procède également à la vérification technique de la solidité des ouvrages de son établissement potentiellement impactés. Il informe l'inspection des installations classées de toute évolution notable.</p>	
Constats : <p>En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les études techniques demandées lors de la précédente inspection de 2025.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que pour la zone sinistrée (atelier UC), un expert judiciaire a été nommé. Deux expertises se sont tenues sur site les 12 février et 6 mai 2026.</p> <p>La prochaine étape est prévue pour la rentrée de septembre 2026 où un bureau d'études sera désigné afin de déterminer la faisabilité technique et financière des travaux de sécurisation de la zone sinistrée. L'exploitant tiendra au courant l'inspection de tout avancement à ce sujet.</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées n'a pas fait de remarque particulière sur ce point.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de toute évolution notable (aggravation de la situation sur la zone sinistrée), l'inspection devra être prévenue sans délai.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 8 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1		
Thème(s) : Risques accidentels Champ d'application - Liste des ESP		
Prescription contrôlée : I. - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement. Ils sont appelés " équipements " dans le cadre du présent arrêté. II. - Sont également soumis aux dispositions du présent arrêté, selon les modalités précisées dans les différents articles, les accessoires sous pression et les accessoires de sécurité définis aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement. III. - Les équipements sous pression et les ensembles définis à l'article R. 557-9-2 qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de conformité et qui sont utilisés dans l'intérêt de l'expérimentation du code de l'environnement sont soumis aux dispositions de l'article 31. IV - Les équipements destinés au fonctionnement des véhicules mentionnés aux articles R. 321-6 à R. 321-19 du code de la route, construits selon le décret du 18 janvier 1943 et ses textes d'application, sont soumis aux dispositions particulières de l'annexe 1. V. - Le présent arrêté n'est pas applicable aux équipements standards cités au a de l'article R. 557-9-2 du code de l'environnement.		
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir 2 ballons tampon. Les caractéristiques techniques n'ont pas clairement été données (plaque signalétique peu accessible). L'exploitant a indiqué être en train de mettre en place une GMAO ; à date, ces équipements ne sont pas référencés dans cette base de gestion.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir sa position vis-à-vis de la réglementation en vigueur pour les ESP.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	
Proposition de délais :	1	Mois

N° 9 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI		
Thème(s) : Risques accidentels Identification des ESP		
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.		
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait contrôler ses équipements en 2019. Les contrôles réglementaires n'ont pas été vus en inspection, les documents n'étant pas tous à disposition.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour un dossier spécifique pour ses ESP, qui a terme pourra être intégré sur leur GMAO. Une copie du dernier rapport de contrôle devra être transmise à l'inspection. Un plan de gestion devra être proposé quant au suivi de ces équipements.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels Dossier d'exploitation ESP

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Lors de l'inspection, le dossier d'exploitation des ESP n'est pas apparu complet.

L'exploitant a indiqué être en train de mettre en place une GMAO ; à date, ces équipements ne sont pas référencés dans cette base de gestion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de reprendre et compléter au besoin le dossier d'exploitation pour ses ESP. Il devra être mis à la disposition de l'inspection sur site dans le cadre d'une nouvelle inspection.

L'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 devra être pris en compte dans sa globalité par l'exploitant et tout document réglementaire devra être transmis à l'inspection.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois